



EN SEPTEMBRE, IMPOSONS UN BUDGET DE RUPTURE ECOLOGIQUE ET SOCIALE !

Paris, le 5 septembre 2025

Retraites, budget, réformes de l'Assurance chômage et du droit du travail, loi Duplomb... le gouvernement a tout fait pour réveiller la colère sociale. Celle-ci est légitime et s'exprime à travers la préparation de mobilisations qui se déploieront sous différentes formes tout au long du mois de septembre, depuis la journée de mobilisation du 10, en passant par la journée intersyndicale du 18 ou encore la Marche des Résistances du 28. L'Alliance écologique et sociale appelle à enfin entendre ces colères, et à adopter un budget de rupture écologique et sociale.

La coalition au pouvoir depuis 2017 agite le chiffon rouge des dépenses publiques pour justifier 44 milliards d'économies. En réalité, les dépenses publiques sont stables, c'est la baisse des recettes qui a creusé la dette publique, sous l'effet des cadeaux fiscaux faits aux plus riches et aux grandes entreprises. Or le gouvernement entend faire payer la situation aux travailleurs et travailleuses, aux plus précaires, aux retraité-es... Pendant ce temps, au moins 211 milliards d'euros d'aides publiques sont distribués chaque année aux entreprises, sans conditionnalité sociale ou écologique.

Les projets du gouvernement sont indignes. A rebours de la suppression de deux jours fériés (dont celui qui commémore la victoire sur le nazisme), il faudrait réduire et partager le temps de travail sans flexibilisation ni perte de salaire, pour créer des emplois, améliorer la santé des salarié-es, et réduire les émissions de gaz à effet de serre. Au lieu de casser les services publics par la suppression de milliers de fonctionnaires, il faudrait les renforcer en quantité et en qualité. Au lieu d'une année blanche pour les prestations sociales, augmenter les salaires, les minima sociaux, les pensions, les bourses. Il faut enfin des investissements massifs pour assurer la bifurcation écologique, que ce soit du point de vue des transports publics, de la rénovation énergétique des bâtiments publics et des logements individuels, ou encore de la promotion de l'agro-écologie paysanne dont la bio. Cela passe aussi par la sécurisation des agences comme l'Office national des forêts, l'Ademe, l'Office français de la biodiversité et l'Agence bio, et par l'augmentation de leurs moyens.

En matière de recettes, des solutions pour une fiscalité juste et écologique existent, parmi lesquelles :

- Rétablir un impôt sur la fortune rénové et avec un volet climatique,
- Réformer les niches fiscales permettant l'évitement de l'impôt aux super-héritages,
- Taxer les rachats d'action à 2 %,
- Remettre en place une taxation des superprofits appliquée à l'ensemble des secteurs,
- Elargir l'assiette de la taxe sur les transactions financières (TTF) en y intégrant les transactions intra-journalières et en résolvant son problème de recouvrement.

Nous devons maintenir la pression pour changer de politique ! Mobilisons-nous dès les prochains jours, y compris dans la rue !